

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 31 december 1930 omtrent de handel in slaap- en verdovende middelen, wordt een 15, a, ingevoegd, luidend als volgt :

« 15a) Carfentanilum

(methyl 4 - ((1 - oxopropyl fenylamino) - 1 - (2 - fenylethyl) - 4 - piperidinecarboxylaat). »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 januari 1984.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu,

F. AERTS

N. 84 — 517

18 JANUARI 1984. — Ministerieel besluit waarbij de tijdelijke schorsing der aflevering van geneesmiddelen, die tiënilinezuur bevatten, wordt verlengd

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu,

Gelet op de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, gewijzigd door de wet van 21 juni 1983, meer bepaald op artikel 8;

Gelet op het advies van de Geneesmiddelencommissie;

Overwegende dat uit ingewonnen inlichtingen blijkt dat er redenen zijn om aan te nemen dat de werking van de geneesmiddelen, die tiënilinezuur bevatten, schadelijk zijn,

Besluit :

Artikel 1. De schorsing der aflevering van geneesmiddelen, die tiënilinezuur bevatten, wordt verlengd voor een periode van één jaar.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Brussel, 18 januari 1984.

F. AERTS

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement.

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Dans l'article 1er de l'arrêté royal du 31 décembre 1930 concernant le trafic des substances soporifiques et stupéfiantes, est inséré un 15, a, rédigé comme suit :

« 15 a) Carfentanilum

(phényl - éthyl) - 4 ((N - phényl propionamido) - 4 piperidinecarboxylate - 4 de méthyle). »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 janvier 1984.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement,

F. AERTS

F. 84 — 517

18 JANVIER 1984. — Arrêté ministériel portant prorogation de la suspension temporaire de la délivrance des médicaments qui contiennent de l'acide tiënilique

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement,

Vu la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, modifiée par la loi du 21 juin 1983, notamment l'article 8;

Vu l'avis de la Commission des Médicaments;

Etant donné qu'il résulte d'informations recueillies qu'il existe des raisons de considérer que les effets des médicaments qui contiennent l'acide tiënilique sont nocifs,

Arrête :

Article 1er. La suspension de la délivrance des médicaments qui contiennent de l'acide tiënilique est prorogée pour une période d'un an.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 janvier 1984.

F. AERTS

EXECUTIEVEN — EXECUTIFS

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 84 — 518

25 MAI 1983. — Decret modifiant, en ce qui regarde le Conseil Economique Régional pour la Wallonie, la loi cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil Economique et Social de la Région Wallonne (1)

Le Conseil Régional Wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. La dénomination du Conseil Economique Régional pour la Wallonie, créé par la loi du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique, est

remplacée par la dénomination suivante : Conseil Economique et Social de la Région Wallonne.

Art. 2. § 1. Le Conseil Economique et Social de la Région Wallonne se compose de 20 membres présentés par les organisations représentatives de l'industrie, des grandes entreprises non

(1) Session 1982-1983.

Documents du Conseil, 23 (1981-1982), n° 1, 2 et 3.

Compte rendu intégral, Séance publique du 18 mai 1983. — Discussion. — Vote.

industrielles, des classes moyennes et de l'agriculture et de 20 membres présentés par des organisations représentatives des travailleurs.

§ 2. Les membres du Conseil sont nommés par l'Exécutif Régional Wallon sur des listes doubles présentées par les organisations représentatives dans la Région Wallonne.

Le nombre des membres attribué à chacune de ces organisations est fixé par l'Exécutif Régional.

Pour les organisations visées au § 1, 1°, la détermination est faite par l'Exécutif Régional après recherche d'un consensus parmi les organisations susceptibles d'être représentées.

Pour les organisations représentatives des travailleurs, la représentativité est fixée en fonction du résultat des élections sociales au niveau de la Région Wallonne.

§ 3. Les membres ainsi nommés désignent de 6 à 10 membres choisis en raison de leur compétence économique et sociale particulière.

§ 4. La fonction de membre au sein du Conseil n'est compatible qu'avec l'exercice des mandats de Conseiller provincial, communal ou de membre du Centre Public d'Aide Sociale à l'exclusion des Présidents d'Assemblée et des membres de tout Exécutif concerné.

§ 5. Parmi les membres du Conseil, trois au moins sont originaires de la Communauté germanophone. Ceux-ci doivent être domiciliés dans une des neuf communes germanophones.

§ 6. Le mandat des membres du Conseil est de quatre ans et renouvelable.

Lorsque le mandat d'un membre prend fin avant le terme fixé, le remplaçant désigné conformément aux règles ci-dessus achève la durée du mandat restant à courir.

Art. 3. § 1. Le Conseil élit en son sein un Président et trois Vice-Présidents et constitue un bureau de huit à dix membres dont le Président du Conseil assume la présidence et dont les Vice-Présidents sont membres de droit. Le Président du Conseil est élu pour deux ans. Le bureau compte en son sein au moins un représentant de la Communauté germanophone.

Le Conseil désigne un Secrétaire général et fixe la structure hiérarchique de ses agents.

§ 2. Le Conseil établit un règlement organique qui doit obligatoirement prévoir :

- 1° les missions et le mode de fonctionnement du bureau;
- 2° les organes par lesquels il assure ses missions;
- 3° le mode de convocation et de délibération;
- 4° la création de Commissions en son sein dont une Commission spéciale chargée des problèmes spécifiques de la Communauté germanophone ainsi que leur rôle et leur champ d'activités;
- 5° la publicité de ses actes;
- 6° la périodicité de ses réunions;
- 7° le régime du personnel et la composition des cellules administratives, en ce compris une cellule germanophone.

Ce règlement est soumis à l'approbation de l'Exécutif Régional Wallon qui juge de sa conformité au présent décret.

§ 3. Le Président représente le Conseil dans les actes judiciaires et extrajudiciaires. Les actions du Conseil, en demandant ou en défendant, sont exercées au nom du Bureau, poursuites et diligences du Président. Celui-ci intente les actions en référé et les actions possessoires : il fait tous actes conservatoires ou interruptifs de la prescription et des déchéances.

Art. 4. § 1. Sans préjudice d'autres compétences qui lui sont attribuées en vertu de la loi ou du décret, le Conseil exerce deux compétences distinctes :

- une compétence d'étude, d'avis et de recommandation;
- une compétence de concertation entre les interlocuteurs sociaux et l'Exécutif Régional Wallon.

La structure administrative du Conseil est adaptée en conséquence.

§ 2. Sans préjudice des compétences que le Conseil exerce en vertu des articles 11, § 2 et 13, point 3 de la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique, les études, avis et recommandations du Conseil sont rendus à l'Exécutif Régional Wallon, soit d'initiative soit à sa demande, dans les problèmes :

- relevant de la compétence de la Région;
- relevant de la compétence de l'Etat pour lesquels une procédure d'association, de concertation ou d'avis est légalement prévue;
- ayant une incidence sur la vie économique et sociale de la Région.

Copies des avis à l'intention des différentes institutions sont transmises à l'Exécutif Régional Wallon.

Les avis et propositions du Conseil sont formulés sous forme de rapports exprimant les différents points de vue exprimés en son sein.

§ 3. Le personnel du Conseil assure le secrétariat des commissions consultatives, créées par loi, décret ou règlement et chargées de rendre des avis dans les matières régionales.

De plus, il reçoit et examine les avis et rapports émanant des dites commissions.

§ 4. L'Exécutif peut étendre, par arrêté, la compétence consultative du Conseil.

Art. 5. Le Conseil organise la concertation entre les interlocuteurs sociaux et l'Exécutif Régional Wallon sur toutes les questions relatives au développement régional. La concertation est présidée par le Président de l'Exécutif Régional Wallon.

Cette concertation prépare la mise au point par l'Exécutif Régional Wallon d'un programme d'action économique et veille à son suivi.

En outre, la concertation procède à l'analyse critique des instruments publics d'action économique.

Art. 6. Le Conseil Economique et Social de la Région Wallonne reçoit une dotation annuelle inscrite au budget de la Région Wallonne.

Art. 7. Les articles 11 (à l'exception du § 2) 12, 13 (à l'exception du point 3) et 14 de la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique sont abrogés en ce qui concerne le Conseil Economique Régional pour la Wallonie.

Le Conseil Economique et Social de la Région Wallonne succède à tous les biens, droits, charges et obligations du Conseil Economique Régional pour la Wallonie.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 mai 1983.

Le Ministre-Président de la Région Wallonne,
chargé de l'Economie,

J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région Wallonne,
chargé de la Tutelle et des Relations extérieures,

A. DAMSEAUX

Le Ministre de la Région Wallonne, pour le Budget et l'Energie,

Ph. BUSQUIN

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E.,
de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt
pour la Région Wallonne,

M. WATHELET

Le Ministre de la Région Wallonne pour l'Eau,
l'Environnement et la Vie rurale,

V. FEAUX

Le Ministre de la Région Wallonne pour le Logement
et l'Informatique,

A. BERTOUILLE

—
VERTALING
—

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION
—

D.84 - 518

25. MEI 1983. — Dekret zur Abänderung, was den regionalen Wirtschaftsrat für Wallonien betrifft, des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisation der Planung und der wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region (1)

Der wallonischen Regionalrat hat folgendes verabschiedet, und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

Artikel 1. Die durch das Gesetz vom 15. Juli 1970 zur Organisation der Planung und der wirtschaftlichen Dezentralisierung eingeführte Bezeichnung für den regionalen Wirtschaftsrat für Wallonien wird durch folgende Bezeichnung ersetzt : Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region.

Art. 2. § 1. Der Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region umfasst 20 Mitglieder, die von den repräsentativen Organisationen der Industrie, der grossen nicht industriellen Unternehmen, des Mittelstandes und der Landwirtschaft vorgeschlagen werden, und 20 Mitglieder, die von den repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen vorgeschlagen werden.

§ 2. Die Mitglieder des Rates werden von der Wallonischen Regionalexekutive ernannt, und zwar aus doppelten Listen, die von den repräsentativen Organisationen in der Wallonischen Region vorgeschlagen werden.

Die Anzahl Mitglieder, die jeder dieser Organisationen zugeteilt wird, wird von der Regionalexekutive festgelegt.

Für die in § 1, Punkt 1, erwähnten Organisationen bestimmt die Regionalexekutive diese Anzahl, nachdem ein Konsens zwischen den Organisationen, die repräsentiert werden könnten, gesucht wurde.

Für die repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen wird die jeweilige Anzahl der Vertreter je nach dem Ergebnis der Sozialwahlen in der Wallonischen Region festgelegt.

§ 3. Die auf diese Weise ernannten Mitglieder bezeichnen 6 bis 10 Mitglieder, die aufgrund ihrer besonderen wirtschaftlichen und sozialen Kompetenz gewählt werden.

§ 4. Die Funktion eines Mitgliedes des Rates ist nur vereinbar mit der Ausübung der Mandate eines Mitgliedes des Provinzial- oder Gemeinderates oder eines Mitgliedes des Öffentlichen Sozialhilfezentrums, mit Ausnahme der Vorsitzenden einer Versammlung und der Mitglieder einer jeden betroffenen Exekutive.

§ 5. Mindestens drei der Mitglieder des Rates stammen aus der deutschsprachigen Gemeinschaft. Sie müssen ihren Wohnsitz in einer der neun deutschsprachigen Gemeinden haben.

§ 6. Das Mandat der Mitglieder des Rates dauert vier Jahre. Es kann erneuert werden.

Wenn das Mandat eines Mitgliedes vor dem festgesetzten Termin zu Ende geht, beendet das gemäss den obengenannten Regeln bezeichnete Ersatzmitglied die noch übrigbleibende Dauer des Mandats.

Art. 3. § 1. Der Rat wählt einen Präsidenten und drei Vizepräsidenten unter seinen Mitgliedern. Er bildet ein Präsidium von acht bis zehn Mitgliedern, dessen Vorsitz von dem Präsidenten des Rates geführt wird und dem die Vizepräsidenten als

(1) Sitzung 1982-1983.

Dokumente des Rates, 23 (1981-1982), Nr. 1, 2 und 3.

Ausführlicher Bericht. Öffentliche Sitzung von 18. Mai 1983. — Diskussion. — Abstimmung.

Mitglieder von Rechts wegen angehören. Der Präsident des Rates wird für zwei Jahre gewählt. Das Präsidium hat mindestens einen Vertreter der Deutschsprachigen Gemeinschaft unter seinen Mitgliedern.

Der Rat bezeichnet einen Generalsekretär und legt die Rangordnung seiner Bediensteten fest.

§ 2. Der Rat legt eine Grundordnung fest, in der zwangsläufig folgendes vorgesehen sein muss:

- 1° die Aufgaben und die Arbeitsweise des Präsidiums;
- 2° die Träger, durch die er seine Aufgaben erfüllt;
- 3° die Form der Einberufung und der Beratung;
- 4° die Einrichtung innerhalb des Rates von Ausschüssen, darunter eines Sonderausschusses, der mit den spezifischen Problemen der Deutschsprachigen Gemeinschaft beauftragt ist, sowie ihre Funktion und ihr Tätigkeitsbereich;
- 5° die öffentliche Bekanntmachung seiner Akte;
- 6° die Periodizität seiner Versammlungen;
- 7° das Statut des Personals und die Zusammensetzung der administrativen Zellen, einschliesslich einer deutschsprachigen Zelle.

Diese Regelung wird der Wallonischen Regionalexekutive, die darüber befindet, ob sie dem vorliegenden Dekret entspricht, zur Genehmigung unterbreitet.

§ 3. Der Präsident vertritt den Rat in den gerichtlichen und aussergerichtlichen Handlungen. Die Rechtssachen, in denen der Rat als Kläger oder Verteidiger auftritt, werden im Namen des Präsidiums auf Betreibung und Betreiben des Präsidenten wahrgenommen. Er stellt die Anträge auf Erlass einer einstweiligen Verfügung und bringt die Besitzklagen an: er tätigt alle Rechtsgeschäfte zur Erhaltung oder Unterbrechung der Verjährung und der Verwirklungen.

Art. 4. § 1. Unbeschadet anderer Befugnisse, die dem Rat aufgrund des Gesetzes oder des Dekrets zugewiesen werden, ist er für zwei verschiedene Bereiche zuständig, nämlich:

- für Untersuchungen, Gutachten und Empfehlungen;
- für Verhandlungen zwischen den sozialen Verhandlungspartner und der Wallonischen Regionalexekutive.

Die Verwaltungsstruktur des Rates wird dementsprechend angepasst.

§ 2. Unbeschadet der Befugnisse, die der Rat aufgrund der Artikel 11, § 2, und 13, Punkt 3, des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisation der Planung und wirtschaftlichen Dezentralisierung ausübt, reicht der Rat auf eigene Initiative oder auf Antrag der Wallonischen Regionalexekutive in folgenden Bereichen Untersuchungen Gutachten und Empfehlungen bei der Wallonischen Regionalexekutive ein:

- Fragen, die in die Zuständigkeit der Region fallen;

— Fragen, die in die Zuständigkeit des Staates fallen und für die ein Vereinigungs-, Verhandlungs- und Begutachtungsverfahren gesetzlich vorgesehen ist;

— Fragen, die sich auf das wirtschaftliche und soziale Leben der Region auswirken.

Es werden Abschriften der Gutachten für die verschiedenen Einrichtungen an die Wallonische Regionalexekutive übermittelt.

Die Gutachten und Vorschläge des Rates werden in Form von Berichten abgefasst, die die verschiedenen Standpunkte innerhalb des Rates wiedergeben.

§ 3. Das Personal des Rates übernimmt das Sekretariat der durch ein Gesetz, Dekret oder eine Regelung eingesetzten beratenden Ausschüsse, die damit beauftragt sind, Gutachten in den regionalen Angelegenheiten abzugeben.

Ferner erhält und untersucht das Personal die Gutachten und Berichte der obenerwähnten Ausschüsse.

§ 4. Die Exekutive kann die beratende Befugnis des Rates durch einen Erlass erweitern.

Art. 5. Der Rat organisiert die Verhandlungen zwischen den sozialen Gesprächspartnern und der Wallonischen Regionalexekutive über alle Fragen, die die regionale Entwicklung betreffen. Der Präsident der Wallonischen Regionalexekutive führt den Vorsitz dieser Verhandlungen. Diese Verhandlungen bereiten die Ausarbeitung von Seiten der Wallonischen Regionalexekutive eines wirtschaftlichen Aktionsprogrammes vor und sorgen für seine Einhaltung.

Ferner wird anlässlich dieser Verhandlungen eine kritische Analyse der öffentlichen Mittel für die wirtschaftliche Aktion vorgenommen.

Art. 6. Der Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region erhält eine jährliche Dotation, die im Haushaltsplan der Wallonischen Region eingetragen ist.

Art. 7. Die Artikel 11 (mit Ausnahme von § 2), 12, 13 (mit Ausnahme von Punkt 3) und 14 des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisation der Planung und der wirtschaftlichen Dezentralisierung werden aufgehoben, was den Regionalen Wirtschaftsrat für Wallonien betrifft.

Der Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region übernimmt alle Güter, Rechte, Lasten und Pflichten des Regionalen Wirtschaftsrates für Wallonien.

Verkünden dieses Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht werde.

Brüssel, 25. Mai 1983.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Wirtschaftspolitik,

J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region
für die Aufsicht und für die Auswärtigen Beziehungen,

A. DAMSEAUX

Der Minister der Wallonischen Region für Haushalt und Energie,

Ph. BUSQUIN

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B.,
der Raumordnung
und des Forstwesens für die Wallonische Region,

M. WATHELET

Der Minister der Wallonischen Region für Wasser,
Umwelt und Landleben,

V. FEAUX

Der Minister der Wallonischen Region
für das Wohnungswesen und die Datenverarbeitung,

A. BERTOUILLE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 84 — 518

25 MEI 1983. — Decreet tot wijziging, wat de Economische Raad van het Waalse Gewest betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970, houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie en tot oprichting van een Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. De benaming Gewestelijke Economische Raad voor Wallonië, opgericht door de wet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie, wordt door de volgende benaming vervangen : Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest.

Art. 2. § 1. De Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest is samengesteld uit 20 leden voorgedragen door de representatieve organisaties van de nijverheid, de grote niet-industriële bedrijven, de middenstand en de landbouw, en uit 20 leden voorgedragen door de representatieve werknemersorganisaties.

§ 2. De leden van de Raad worden benoemd door de Waalse Gewestexecutieve op dubbele lijsten voorgedragen door de representatieve organisaties van het Waalse Gewest.

Het aantal leden toegekend aan ieder van die organisaties wordt door de Gewestexecutieve vastgesteld.

Voor de onder § 1, 1^o bedoelde organisaties geschiedt de vaststelling door de Gewestexecutieve nadat een consensus werd bereikt onder de organisaties, die voor vertegenwoordiging in aanmerking komen.

Voor de representatieve werknemersorganisaties wordt de representativiteit bepaald in functie van de uitslagen van de sociale verkiezingen op het niveau van het Waalse Gewest.

§ 3. De aldus benoemde leden wijzen 6 tot 10 leden aan, gekozen wegens hun bijzondere economische en sociale bevoegdheid.

§ 4. De functie van lid binnen de Raad is slechts verenigbaar met de uitoefening van het mandaat van provincie- of gemeenteraadslid of dat van lid van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn, met uitsluiting van de Voorzitters van vergaderingen en leden van elke betrokken Executieve.

§ 5. Onder de leden van de Raad zijn er ten minste drie afkomstig uit de Duitstalige Gemeenschap. Deze moeten hun woonplaats hebben in één van de negen Duitstalige gemeenten.

§ 6. Het mandaat van de leden van de Raad loopt over vier jaar en is hernieuwbaar.

Wanneer het mandaat van een lid ten einde loopt vóór de gestelde termijn, zal de overeenkomstig de hoger bepaalde regelen aangeduide plaatsvervanger de nog te verlopen duur van het mandaat voltooien.

Art. 3. § 1. De Raad kiest onder zijn leden een Voorzitter en drie Ondervoorzitters, en stelt uit zijn leden een bureau samen bestaande uit acht tot tien leden, waarvan de Voorzitter van de Raad het voorzitterschap waarneemt en waarvan de Ondervoorzitters van rechtswege leden zijn. De Voorzitter van de Raad wordt voor twee jaar verkozen. Het bureau telt onder haar leden ten minste één vertegenwoordiger van de Duitstalige Gemeenschap.

De Raad benoemt een secretaris-generaal en bepaalt de hiërarchische structuur van zijn personeelsleden.

§ 2. De Raad stelt een organiek reglement op dat verplichtend in het volgende moet voorzien :

- 1^o de opdrachten en de werkwijze van het bureau;
- 2^o de organen waardoor hij zijn opdrachten verzekert;
- 3^o de wijze van bijeenroeping en beraadslaging;

4^o het oprichten van Commissies uit zijn midden waaronder een speciale Commissie belast met de specifieke vraagstukken van de Duitstalige Gemeenschap, evenals hun rol en hun actieterrain;

5^o de bekendmaking van zijn handelingen;

6^o de periodiciteit van zijn vergaderingen;

7^o de regeling inzake het personeel en de samenstelling van administratieve cellen, met inbegrip van een Duitstalige cel.

Dit reglement is onderworpen aan de goedkeuring van Waalse Gewestexecutieve die de overeenstemming ervan met het decreet beoordeelt.

§ 3. De Voorzitter vertegenwoordigt de Raad in alle extra-juridische handelingen. De rechtsgedingen waarbij de Raad betrokken is, hetzij als eiser hetzij als verweerd, worden ten verzoeken van de Voorzitter uit naam van het bureau ingesteld. De Voorzitter stelt de vorderingen in kort geding en de eis tot inbezitting in : hij verricht alle daden van bewaring of alle handelingen tot stuiting van verjaring en van verval.

Art. 4. § 1. Zonder afbreuk te doen aan andere bevoegdheden die hem krachtens de wet of decreet toegewezen werden, oefent de Raad twee onderscheiden bevoegdheden uit :

— één bevoegdheid tot studie, een adviserende bevoegdheid en een bevoegdheid tot aanbeveling;

— één bevoegdheid tot overleg tussen de sociale gesprekspartners en de Waalse Gewestexecutieve.

De administratieve structuur van de Raad wordt derhalve aangepast.

§ 2. Zonder afbreuk te doen aan de bevoegdheden die de Raad krachtens de artikelen 11, § 2 en 13, punt 3 van de kaderwet van 15 juli 1970, houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie uitoefent, worden de studies, adviezen en aanbevelingen waartoe hetzij de Raad het initiatief nam, hetzij waarom de Waalse Gewestexecutieve verzoekt, aan de Waalse Gewestexecutieve overgemaakt. Het betreft vraagstukken :

— die tot de bevoegdheid van het Gewest behoren;

— die tot de bevoegdheid van de Staat behoren waarvoor een samenwerkingsprocedure, overlegprocedure of procedure van advies wettelijk is voorzien;

— die een invloed hebben op de economische en sociale toestand van het Gewest.

Kopieën van de adviezen gericht aan de verschillende instellingen, worden aan de Waalse Gewestexecutieve overgemaakt.

De adviezen en voorstellen worden door de Raad geformuleerd in de vorm van verslagen die de verschillende uiteengezette standpunten vermelden.

§ 3. Het personeel van de Raad verzekert het secretariaat van de bij wet, decreet of verordening opgerichte raadgevende commissies, die belast zijn met het uithrengen van advies voor aangelegenheden inzake de Gewesten.

Bovendien onderzoekt de Raad de door de genoemde commissies ingezonden adviezen en verslagen na er ontvangst van genomen te hebben.

§ 4. De Executieve kan bij besluit de adviserende bevoegdheden van de Raad uitbreiden.

Art. 5. De Raad organiseert het overleg tussen de sociale gesprekspartners en de Waalse Gewestexecutieve inzake alle vraagstukken betreffende de gewestelijke ontwikkeling. Het overleg wordt voorgezeten door de Voorzitter van de Waalse Gewest-

(1) Zitting 1982-1983.

Stukken van de Raad, 23 (1981-1982), nrs. 1, 2 en 3.

Volledig verslag. Openbare zitting van 18 mei 1983. — Bespreking. — Stemming.

executieve. Dit overleg bereidt de uitwerking van een economisch actieprogramma door de Waalse Gewestexecutieve voor en waakt voor de voortzetting ervan.

Bovendien analyseert het overleg op kritische wijze de overheidsinstrumenten voor economische actie.

Art. 6. De Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest ontvangt een jaarlijkse dotatie, uitgetrokken op de begroting van het Waalse Gewest.

Art. 7. De artikelen 11 (met uitzondering van § 2), 12, 13 (met uitzondering van punt 3) en 14 van de kaderwet van

15 juli 1970, houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie, worden opgeheven wat de Gewestelijke Economische Raad voor Wallonië betreft.

De Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest erf alle goederen en rechten van de Gewestelijke Economische Raad voor Wallonië en neemt diens lasten en verplichtingen over.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 25 mei 1983.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest,
belast met Economie,

J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest,
belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen,

A. DAMSEAUX

De Minister van het Waalse Gewest,
voor de Begroting en de Energie,

Ph. BUSQUIN

De Minister van de Nieuwe Technologieën en van de K.M.O.'s,
de Ruimtelijke Ordening en het Bos voor het Waalse Gewest,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Water,
het Leefmilieu en het Landleven,

V. FEAUX

De Minister van het Waalse Gewest
voor de Huisvesting en de Informatica,

A. BERTOUILLE

ANDERE BESLUITEN

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER EN MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Nationale Orden. — Benoemingen. — Bevorderingen

Bij koninklijk besluit van 22 oktober 1981 wordt de heer Leys, Odon Jozef, lid van de Koninklijke Vlaamse Academie voor Nederlandse Taal- en Letterkunde te Gent, benoemd tot Commandeur in de Leopoldsorde.

Ranginneming : 15 november 1978.

Hij zal het burgerlijk ereteken dragen.

Bij hetzelfde koninklijk besluit wordt de heer Boeckx, Renaat, adjunct-adviseur, benoemd tot ridder in de Leopoldsorde.

Ranginneming : 8 april 1978.

Hij zal het burgerlijk ereteken dragen.

Bij koninklijk besluit van 22 oktober 1981 worden benoemd tot Commandeur in de Kroonorde :

De heren :

Mortelmans, Jozef, bestuursdirecteur.

Ranginneming : 8 april 1979.

Theatre, Germain, bestuursdirecteur.

Ranginneming : 8 april 1979.

AUTRES ARRÊTÉS

SERVICES DU PREMIER MINISTRE ET MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

Ordres nationaux. — Nominations. — Promotions

Par arrêté royal du 22 octobre 1981, M. Leys, Odon Jozef, membre de la « Koninklijke Vlaamse Academie voor Nederlandse Taal- en Letterkunde » à Gand, est nommé Commandeur de l'Ordre de Léopold.

Prise de rang : 15 novembre 1978.

Il portera la décoration civile.

Par le même arrêté royal, M. Boeckx, Renaat, conseiller adjoint, est nommé chevalier de l'Ordre de Léopold.

Prise de rang : 8 avril 1978.

Il portera la décoration civile.

Par arrêté royal du 22 octobre 1981, sont nommés Commandeur de l'Ordre de la Couronne :

MM. :

Mortelmans, Jozef, directeur d'administration.

Prise de rang : 8 avril 1979.

Theatre, Germain, directeur d'administration.

Prise de rang : 8 avril 1979.